

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Promotion du développement économique au Togo :
La foire "Made in Togo" officiellement lancée à Lomé P.5

Visite de Faure Gnassingbé en Allemagne : **D'importantes retombées pour le peuple togolais**



Echanges entre Angela Merkel (g) et Faure Gnassingbé (dt)

L'opposition togolaise plus que jamais désorienté : **L'ANC prône le dialogue mais esquive une invitation du HCRRUN**

Alors même que le Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015) fait croire au peuple à travers ces manifestations qu'elle s'ouvre au dialogue pour mener à bien aussi bien le processus devant mener aux réformes que celui de la décentralisation, le vrai visage de cette formation politique nourrie par des ambitions personnelles, vient une fois encore d'être démontré par les premiers responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Ceci n'étonne plus personne quand on connaît les réelles motivations du parti Orange en ce qui concerne sa lutte pour l'alternance....

Suite page 3



Me Isabelle Améganvi

Constitution du bureau de la HAAC :

Pitang Tchalla élu par ses pairs pour présider l'institution

Comme l'on pouvait s'y attendre, l'ancien ministre de la communication Pitang Tchalla, nommé récemment membre de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC), a été choisi pour prendre la tête de l'institution en charge de la régulation des médias...

Suite P4



Pitang Tchalla, pdt élu de la HAAC

De la problématique des réformes politiques au Togo :

Faure invite les universitaires et la société civile à se saisir du débat et à faire des propositions objectives



Prof Dodzi Kokoroko, président de l'Université de Lomé

Réformes politiques au cœur des débats :

Nicolas Lawson s'autoproclame prophète et continue de s'accrocher aux carcasses du "CPDC rénové" P.4



Nicolas Lawson, président du PRR

Gestion durable des terres et des catastrophes au Togo :

Les journalistes impliqués pour la vulgarisation des efforts à travers le PGICT et le PRCNDGE P.1



Vue partielle des journalistes lors de la formation



COMMUNIQUÉ

TOGO TELECOM informe son aimable clientèle qu'il met à disposition un numéro vert pour lutter contre les coupures de câbles de télécommunications et les destructions d'infrastructures télécoms.

En effet, pendant que l'opérateur des communications électroniques pose les câbles pour offrir de meilleurs services à tous les togolais, des individus mal intentionnés détruisent, déterrent, coupent et emportent ces câbles, privant une grande partie de la population de l'usage stable du service Internet et du service de téléphonie.

Face à cette situation, TOGO TELECOM en appelle à la vigilance de tous et rappelle que les infrastructures de communications électroniques sont un bien public et doivent être protégées par tous les citoyens, premiers bénéficiaires des services multimédia.

À cet effet, TOGO TELECOM met à disposition un numéro vert, le **8000 9000**, afin que soit signalé tout individu se livrant à un acte de vandalisme, posant tout acte suspect autour d'une chambre souterraine, d'une armoire de rue, d'un poteau téléphonique ou sur un câble téléphonique ou tentant de se livrer à la vente frauduleuse de câbles téléphoniques.

TOGO TELECOM vous remercie pour votre sens du civisme.

La Direction Générale.

Visite de Faure Gnassingbé en Allemagne :

D'importantes retombées pour le peuple togolais

Quelques semaines seulement après la tenue du " printemps de la coopération allemande ", à Lomé, événement qui célébrait la qualité des relations entre le Togo et la République allemande, la reprise de la coopération entre les deux Etats a été scellée par la visite de Faure Gnassingbé au pays d'Angela Merkel, visite au terme duquel la diplomatie du Chef de l'Etat togolais a encore porté des fruits qui vont dans l'avantage de tout le peuple togolais.



Le Président Faure Gnassingbé (g) signant le livre d'Or à la présidence allemande

Cette visite de trois jours de Faure Gnassingbé en Allemagne a été meublée de plusieurs rencontres, notamment avec le président allemand Joachim Gauck, la chancelière Angela Merkel, le président du Bundestag, Norbert Lammert, le ministre des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, ainsi qu'une cinquantaine d'hommes d'affaires du " Berlin Capital Club " qui rassemble les représentants des plus importantes entreprises allemandes. De ces entretiens, il en est ressorti l'annonce d'une aide de 60 millions d'euros pour 2016 et 2017.

Avec la chancelière Angela Merkel, le chef de l'Etat a été honoré des vives félicitations de cette dernière en ce qui concerne les résultats encourageants des efforts déployés par le pays pour l'enracinement de la démocratie. Au vu de ces efforts, l'Allemagne est naturellement dispo-

sée à s'engager pour la réussite de cet ambitieux projet.

Angela Merkel et Faure Gnassingbé ont naturellement évoqué les moyens d'amplifier la relation bilatérale, notamment pour tout ce qui concerne le volet investissement privé. A cet effet, la deuxième édition du printemps de la coopération germano-togolaise qui aura lieu en avril 2017, sera marquée par la présence d'une trentaine d'entrepreneurs allemands. 200 entrepreneurs des Petites et moyennes entreprises (PME) de l'Union européenne (UE) sont également annoncés au Togo pour venir faire des investissements.

Les deux personnalités ont enfin parlé de l'immigration. L'Allemagne a accueilli de nombreux migrants venus principalement de Syrie, mais le flux est constant, notamment en provenance d'Afrique. L'Europe n'a pas une capacité d'absorption illimi-

tée. La solution se trouve donc sur le continent. La création de richesse et d'emplois est le meilleur moyen de freiner le phénomène à défaut de pouvoir le stopper complètement.

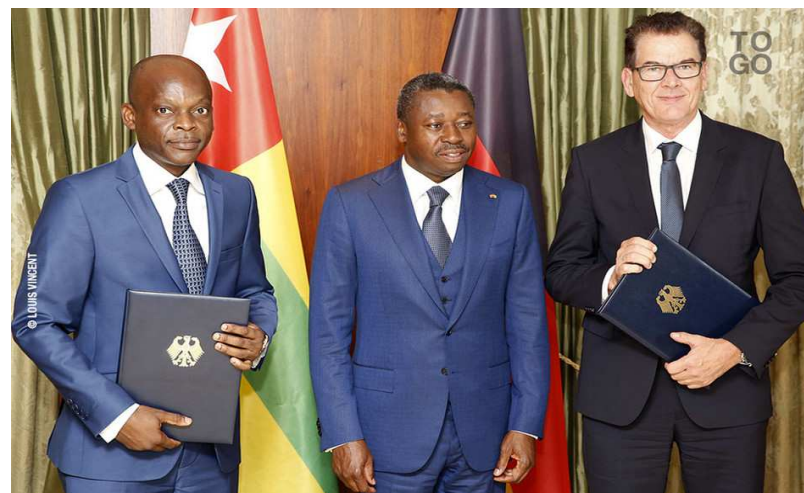
Avec le président le ministre des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, Faure Gnassingbé s'est entretenu sur la situation politique en Afrique et sur les nouveaux défis sécuritaires auxquels des pays comme le Togo sont confrontés.

M. Steinmeier a par ailleurs laissé entendre qu'il veut aider le Togo à assurer son développement. Un objectif qui ne pourra être atteint que grâce à l'implication du secteur privé et de l'investissement étranger. Le chef de la diplomatie allemande a souligné les progrès accomplis par le Togo et la pertinence des réformes engagées.

Autres acteurs rencontrés dans le cadre de cette visite officielle, Horst Seehofer, Premier ministre bavarois et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU) en Bavière. Les échanges avec ce dernier ont porté sur la coopération bilatérale avec la volonté affichée d'inciter les grandes entreprises locales à investir au Togo.

La fin du séjour du chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé en Allemagne a été marquée par le forum économique bavaro-togolais à la Chambre de commerce et d'industrie de la Bavière.

Devant les opérateurs économiques de cette localité importante de la première puissance économique de l'Europe, M. Gnassingbé a vanté les opportunités économiques



Une enveloppe de 60 millions d'Euros d'aide de l'Allemagne pour le Togo

et d'affaires qu'il y a au Togo.

Le Président de la République a d'abord rappelé à l'endroit de ses vis-à-vis que depuis 2006, un an après son accession à la magistrature suprême, des réformes " courageuses " ont été mises en œuvre pour notamment assainir les finances publiques et le secteur financier, améliorer la gestion des entreprises publiques et engager surtout les réformes structurelles pour créer des conditions de relance de l'économie.

Plusieurs effets s'en sont suivis, notamment l'amélioration du climat des affaires, à savoir les procédures de création d'entreprises, la facilitation du commerce, l'amélioration du système judiciaire dans l'exécution des contrats offrant une plus grande sécurité juridique des investissements, et le transfert de propriété. Conséquence, le Togo a gagné 15 places dans le rapport Doing Business de 2015 et est l'une des 10 économies qui ont réalisé plus de réformes, 3ème réformateur mondial et 3ème pays le plus performant de la zone UEMOA.

Malgré ces performances, les potentiels économiques du pays restent sous exploités, a-t-il regretté.

Sur le plan politique, a-t-il rassuré, le pays jouit d'une stabilité politique. " Après les années difficiles que le pays a traversé, nous avons travaillé dans une démarche inclusive, à bâtir un consensus politique qui se consolide d'année en année. Les avancées démocratiques réalisées se traduisent notamment par le renforcement des institutions républicaines et l'organisation d'élections législatives et présidentielles successives reconnues libres, transparentes et apaisées permettant ainsi une gestion, pluraliste des affaires publiques ", a lancé Faure Gnassingbé.

Cette visite de Faure Gnassingbé participe largement à l'amélioration des conditions entre les deux Etats et c'est en vain que des détracteurs tentent de lui coller le titre de " visite de courtoisie ". Tout compte fait les retombées de cette coopération ne vont pas se faire attendre et c'est le Togo qui en sera gagnant.

G/N

L'opposition togolaise plus que jamais désorienté :

L'ANC prône le dialogue mais esquive une invitation du HCRRUN

Alors même que le Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015) fait croire au peuple à travers ces manifestations qu'elle s'ouvre au dialogue pour mener à bien aussi bien le processus devant mener aux réformes que celui de la décentralisation, le vrai visage de cette formation politique nourrie par des ambitions personnelles, vient une fois encore d'être démontré par les premiers responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Ceci n'étonne plus personne quand on connaît les réelles motivations du parti Orange en ce qui concerne sa lutte pour l'alternance.

Invité en effet par le HCRRUN, pour participer à un atelier national de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles, le parti de Jean-Pierre Fabre se dit " surpris " que l'institution hôte soit encore au stade de la réflexion et des échanges, alors même que ce parti se dit ouvert aux dialogues et aux discussions afin d'aller vers une issue qui aille dans l'avantage du peuple togolais.

Dans une lettre en réponse à l'invitation du HCRRUN, Me Isabelle Améganvi, estime que l'initiative du HCRRUN n'est pas opportune, en ce que cette institution n'est pas habilitée à s'ingérer dans les questions des réformes. A croire que le processus de réconciliation et d'apaisement de la paix sociale n'implique pas que les réformes se fassent.

" Dans l'APG, les réformes et leur mise en œuvre procèdent du titre III qui confie la mise en œuvre à l'exécutif sans aucune référence à la

"Commission" du chapitre 2.4(Le HCRRUN). Dès lors, on est en droit de se demander ce que vient faire le HCRRUN dans la mise en œuvre des réformes ", écrit-elle dans sa lettre dont l'intérêt est aussi vide que le sens.

" Vous devriez également savoir que ces réformes, acquises en 2006 dans le cadre de l'APG, sont le fruit d'un consensus entre les forces politiques essentiellement constituées du pouvoir en place, d'une part, et de l'opposition, d'autre part. C'est après de longs débats, des négociations ardues et soutenues, des efforts considérables de compromis que ces forces politiques sont parvenues à la signature de l'APG. En somme, l'APG, qui est la manifestation d'un consensus politique, doit demeurer la seule référence de l'identification et du contenu des réformes à mettre en œuvre ", poursuit-elle comme si les réformes dont parle le HCRRUN sont différentes de celles préconisées



par l'APG.

Habitué à jeter les responsabilités sur les autres, l'ANC estime que le HCRRUN devrait plutôt inciter le gouvernement à réintroduire à l'Assemblée nationale, son projet de loi de révision constitutionnelle et à demander à sa majorité d'avoir une attitude conséquente.

Il faut cependant noter que le parti de Jean-Pierre Fabre a également la possibilité de réintroduire un autre projet de loi de révision constitutionnelle. Mais au lieu de ça,

Jean Pierre Fabre et ses amis préféreraient battre les pavés les samedis soit disant pour réclamer les réformes alors qu'il y a d'autres moyens plus apaisés de parvenir à ces réformes " tant attendu ".

" En tout état de cause, l'initiative du HCRRUN ressemble fort à un subterfuge visant à aider le pouvoir en place à enterrer les réformes politiques telles que prescrites par l'APG, comme solution à la crise politique que connaît notre pays depuis des décennies, une crise aggravée

par les mascarades électorales successives, notamment les présidentielles calamiteuses de 1998, sanglantes de 2005 et ubuesques de 2015 ", écrit l'ANC, démontrant à suffisance que ce n'est que l'amertume de la cuisante défaite aux dernières élections présidentielles qui les motivent à tenir de tel propos vide de sens.

Dans un sursaut d'orgueil l'ANC dit demeurer vigilante et dit dénoncer vigoureusement ce qu'elle qualifie de " nouvelle machination qui méprise les multiples souffrances de nos populations en faisant fi des dangers qui guettent notre pays, si les réformes politiques prévues au Togo de longue date, continuent d'être maintenues sous étoile noire ".

Tout compte fait, ces messages venant de partis qui au fond sont hostiles aux réformes, n'entraveront en rien les efforts du chef de l'Etat et des institutions qu'il a mis en place afin de conduire dans un esprit participatif, constructif et consensuel, les réformes politiques, économiques, sociales et institutionnelles dont les retombées ne seront pas pour satisfaire l'égo surdimensionné d'un seul homme, mais de toute une Nation.

G/N

Réformes politiques au cœur des débats :

Nicolas Lawson s'autoproclame prophète et continue de s'accrocher aux carcasses du " CPDC rénové "

Réputé expert en " gromologie et insultes de tout genre " le président du Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR), Nicolas Lawson, vient une fois encore de s'illustrer après des mois de silence, avec cette fois comme trouvaille la fonction de prophète qu'il s'attribue. Tout porte à croire cependant que le grand prophète autoproclamé se refuse de se mettre à jour en ce qui concerne les efforts vers les réformes, et préfère se cramponner aux carcasses du Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC-Rénové) qui, pour lui, est le seul et unique code qui puisse conduire le Togo sur la voie des réformes politiques et institutionnelles, alors que les discussions de ce cadre avaient capoté.

Reçu en effet sur une radio locale, Nicolas Lawson s'est laissé aller à toute une panoplie d'âneries sans fondement, dont la plus flagrante est de se proclamer prophète, et de surcroît un descendant de Melchisédek.

" En effet, ce Melchisédek, roi de Salem, sacrificateur du Dieu Très Haut, -qui alla au-devant d'Abraham lorsqu'il revenait de la défaite des rois, qui le bénit, et à qui Abraham donna la dîme de tout, qui est d'abord roi de justice, d'après la signification de son nom, ensuite roi de Salem, c'est-à-dire roi de paix, qui est sans père, sans mère, sans généalogie, qui n'a ni commencement de jours ni fin de vie, mais qui est rendu semblable au Fils de Dieu, ce Melchisédek demeure sacrificateur à perpétuité ", écrit la bible en Hébreux 7 v 1-3.

Comment donc comprendre que le président du PRR se proclame descendant d'une personne dont la bible affirme qu'il n'a pas de généalogie ? Sachant que la généalogie se définit comme une suite d'ascendants qui établit une filiation. A croire que Mr Lawson à force de traiter le monde entier de menteur a été contaminé par le virus du mensonge, sauf qu'il a oublié qu'on ne ment pas dans le compte des écritures sacrées.

Après ce gros mensonge de la taille d'un monstre marin, l'homme connu pour ne pas savoir tenir sa langue s'en est pris à la politique togolaise qui selon lui est " devenu un jeu folklorique dont les acteurs sont tous des traîtres et des gens dangereux pour la société.

" Du pouvoir comme de l'opposi-



Nicolas Lawson, président du PRR

tion, ils sont tous des traîtres et sont très dangereux pour la nation. Ils ne voient pas les dégâts qu'ils causent dans notre société. Ils sont en train de déstructurer notre société avec des mensonges. Ils marchent et racontent des conneries au peuple. Les politiciens togolais sont des criminels, des gens dangereux ", a-t-il vociféré tout en s'excluant pour des raisons non valables, du lot des hommes politiques.

Moi, a-t-il poursuivi, je ne suis pas un politicien, je suis un homme d'état, un patriote. C'est pour ça vous ne me verrez jamais dans leur histoire de coalition et alliance, et dans leur

affaire de marche.

Poursuivant de façon bancal son raisonnement sur les réformes à mettre en œuvre, Nicolas Lawson n'a pas omis de s'en prendre, non sans raison au CAP 2015 qui s'appuie sur les recommandations de l'Accord Politique Global (APG) pour réclamer les réformes.

" Ce n'est pas une question d'aller chercher Dramani, et Ouattara et parler des engagements de l'APG. Ils sont allés voir l'ancien tyran burkinabé Blaise Compaoré pour faire l'APG. Mais les burkinabés ont dit qu'ils ne veulent plus de leur tyran et ils l'ont chassé. L'APG a quelle base

morale aujourd'hui ? Ce n'était d'ailleurs que de la littérature, il n'y avait rien de concret dedans. Ce n'était que des affirmations générales ", soutient avec force l'homme en blanc.

Ce qu'il faudrait prendre en compte selon lui, ce n'est autre que les conclusions du CPDC Rénové dont les axes ne sont pas loin de ceux de l'APG en ce qui concerne les réformes politiques, électorales et institutionnelles.

" Nous avons proposé une réforme complète dans le cadre du CPDC rénové et cela a été trahi par un parti. En tant que président du comité technique du CPDC j'ai écrit que la majorité adopte les élections à deux tours et la limitation à deux mandats, parce qu'il y avait que le RPT qui n'a pas approuvé cela. Mais le CDPA, le CAR et autres ont trouvé que ce n'était pas un consensus donc ils sont partis. Ce sont des ignorants. C'est extrêmement dangereux et c'est pour ça la politique togolaise me dégoûte ", rappelle-t-il au sujet du CPDC.

La seule solution salutaire est donc selon le président du PRR, que les travaux du CPDC Rénové soient envoyés à l'assemblée nationale pour adoption.

" Le travail du CPDC est déjà fait. Si le chef de l'Etat a de la conscience et de la morale, s'il ne veut pas de la révolte, s'il veut que ce pays connaisse la vraie paix, qu'il envoie ça l'assemblée. Et si cette assemblée ne veut pas voter cette loi, qu'il la vire, il a ce pouvoir. Les députés ne servent d'ailleurs que leur intérêt personnel ", soutient maladroitement Nicolas Lawson.

Le président du PRR comme à son accoutumée, a distribué comme cela se doit, des insultes à toutes les forces vives qui font des efforts pour que le Togo puisse avancer.

C'est trop facile de se cacher derrière un micro et d'avancer des idées qui varient entre lucidité et âneries, mais il importe d'accepter la main tendue de Faure Gnassingbé pour travailler à la construction du pays main dans la main.

A cette inquiétude soulevée par l'animateur de l'émission, Nicolas Lawson, comme piqué par une abeille à rétorqué " Est-ce que c'est moi qui gouverne ce pays ? Je n'ai pas à aller dire quoi que ce soit au chef de l'Etat. J'avais eu l'intention, je lui ai écrit, j'ai essayé, mais maintenant c'est trop tard. Il verra les conséquences de ces actes. Je lui ai dit de faire attention mais il ne m'a pas écouté ".

Est-il trop tard pour faire quelque chose pour ce pays, et lui permettre d'avancer sur la voie du développement, de l'émergence et de la croissance économique si on estime avoir de bonnes idées ? A cette question, chaque togolais répondra en toute âme et conscience et décidera s'il faille suivre les vaines propositions des leaders de l'opposition ou suivre celui qui joint les actes à la parole.

De la problématique des réformes politiques au Togo :

Faure invite les universitaires et la société civile à se saisir du débat et à faire des propositions objectives

L'intervention du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé en Allemagne sur la question de la limitation du mandat présidentiel ne cesse de faire couler de la salive et de l'encre, sans oublier les réseaux sociaux qui sont inondés de réflexions de tout genre.

Dans ce foisonnement d'interprétations des propos de Faure Gnassingbé, il faut retenir son appel aux universitaires à se saisir du sujet afin de faire au peuple togolais des propositions objectives qui tiennent compte, non seulement de l'histoire du pays, mais aussi de l'éventualité que ce qui est appliqué ailleurs et a des résultats positifs, puissent ne pas avoir les mêmes résultats ailleurs. Comme quoi, pour le chef du parti Union pour la République (UNIR), accepter l'expression scientifique selon laquelle : " les mêmes causes produisent les mêmes effets dans les mêmes conditions " n'est pas toujours vraie et il faut adapter à chaque contexte ses principes.

" L'Afrique regorge aujourd'hui d'intellectuels et d'universitaires et des sociétés civiles, assez dynamiques, qui peuvent mener ce débat " a lancé Faure Gnassingbé.

Cet appel sera-t-il entendu ? En tout cas cela reste à savoir. Puisque depuis des années, les intellectuels et universitaires se sont éloignés des débats politiques, voire des sujets d'intérêt national. Plusieurs raisons dont la peur des représailles politiques ont été évoquées. Ces derniers ont toutes les peines du monde à prendre leur courage entre leurs deux mains pour éclairer l'opinion.



Prof Dodzi Kokoroko, président de l'Université de Lomé

Ils ne sont que un ou deux à faire preuve de ce courage intellectuel. Il s'agit du Professeur Kokoroko Dodzi,

rer la population.

Plusieurs fois, des appels leur ont

été lancés pour intervenir dans les débats, comme cela se passe dans les autres pays, sans aucun résultat. Cependant, il faut dire que si l'Etat investi dans l'éducation et particulièrement dans l'enseignement supérieur, c'est dans l'optique que le pays puisse disposer de personnes ressources disposant de connaissances pouvant permettre d'éclairer les orientations que prennent les autorités nationales.

A la limite, on pourrait dire que ces investissements ne portent pas leurs fruits. Peut être que comme cet appel vient du Chef de l'Etat lui-même, il sera suivi.

Armand

Constitution du bureau de la HAAC :

Pitang Tchalla élu par ses pairs pour présider l'institution

Comme l'on pouvait s'y attendre, l'ancien ministre de la communication Pitang Tchalla, nommé récemment membre de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC), a été choisi pour prendre la tête de l'institution en charge de la régulation des médias.

En effet, au-delà du fait que ce dernier ait été directeur de la Télévision togolaise (TVT), il faut rappeler aussi le combat qu'il a mené en tant que ministre de la communication pour la dépénalisation du code de la presse. Il est aujourd'hui considéré incontestablement comme le père de la dépénalisation de ce code, et c'est de bonne guerre qu'il soit choisi pour présider l'institution.

Dans sa tâche, Pitang Tchalla sera assisté d'Olympio Octave en qualité



Pitang Tchalla, élu président de la HAAC

de vice-président, et de Mathias Ayéna ainsi que de Babaka Badjibassa en qualité de premier et deuxième rapporteur.

Les autres membres de la HAAC

sont : Komlan Agbéka, Kamak Lalle, Zeus Aziadouvor, Sabi Kossi Kasseré, Adrou Alédji Aminata.

Rappelons que en tant qu'organe de régulation des médias, la HAAC a pour objet de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse et de tous moyens de communication dans le respect de la loi, de veiller au respect de la déontologie en matière d'information et à l'accès équitable des partis politiques aux médias. La

HAAC est composée de 9 membres : quatre choisis par le chef de l'Etat et cinq élus par le Parlement. Leur mandat est de 5 ans.

G/N

G/N

Interview de Faure Gnassingbé à la chaîne Deutsche Welle :

"En toute humilité, je voudrais que le débat soit ouvert sans tabou et sans arrière pensée."

Le sujet relatif aux réformes politiques au Togo a été au centre d'une interview que le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, a accordé à l'un des journalistes de la chaîne allemande "Deutsche Welle" lors de son voyage officiel en Allemagne. Voici l'intégralité de l'interview.

Journaliste Deutsche Welle : Monsieur le président, bonjour ! Vous avez un contact étroit avec l'Allemagne ces dernières années, depuis la reprise de la coopération germano-togolaise. Quels sont les objectifs de cette amitié ?

Faure Gnassingbé: Nous avons des relations étroites avec l'Allemagne. Je pense qu'il y a des raisons historiques et puis il y a le revers de la médaille. C'est-à-dire que le pays a traversé une période difficile et que nous avons une crise sociopolitique, je crois que la sanction a été durement ressentie par certains Togolais. Mais, je crois que dans tous les cas, dans l'esprit des allemands, c'est que, quoi qu'il arrive, il faut rester auprès du peuple Togolais.

JDW : Vous avez parlé vous-même de période difficile tout à l'heure de la rupture de la coopération germano-togolaise ; est-ce que vous pensez que cette coopération a pu reprendre parce que vous avez fait une rupture avec la politique de votre père ?

FG : Cette coopération a pu reprendre parce qu'il y a eu un sursaut du peuple Togolais. Il y a eu un processus de réconciliation qui a été lancé et des réformes politiques qui se sont traduites par des élections organisées dans des conditions qui étaient acceptables et les résultats n'étaient pas contestés par la communauté internationale, ce qui nous donne une certaine légitimité et je

crois que c'est ce que les Allemands cherchaient.

Ce qui a marqué les dernières années de la présidence du Président Eyadéma, c'est la forte méfiance qu'il y avait dans la classe politique et, quelque part, à mon avis, la coopération était instrumentalisée de côté comme de l'autre.

JDW : Un regard sur les autres Présidents africains. En ce moment, on voit une grande tendance à changer des constitutions pour faire encore un mandat présidentiel de plus. Quel regard portez-vous sur vos homologues comme Pierre Nkurunziza ou Joseph Kabila par exemple ; l'un a déjà entamé son troisième mandat et l'autre fait tous les efforts pour l'entamer. Quel est votre regard sur cette nouvelle tendance en Afrique ?

FG : Mes adversaires diront que, lui-même, qu'il parle du Togo d'abord, et nous n'avons pas la limitation des mandats, mais nous avons une réforme politique qui est programmée et prévue, au cours de laquelle nous allons débattre de ces sujets là. C'est pourquoi sur ce problème de limitation de mandat, je m'interroge plutôt.

L'interrogation qui est la mienne aujourd'hui, c'est de savoir si on peut appliquer la même règle à tous les pays ou pas. Est-ce une seule règle unique peut convenir à tous les pays. Je crois que le débat est lancé. La deuxième chose, c'est si dans la limi-



Faure Gnassingbé chez le confrère de Deutsche Welle (DW)

tation de mandat, le peuple doit rester muet ?

Je crois que les intentions sont louables quand on veut créer un débat pour changer la constitution en disant que c'est un peu les enjeux du pouvoir. Mon souhait en tant qu'Africain, c'est que ce débat soit mené par nos intellectuels, les universitaires qui puissent nous donner des pistes de réflexion.

Je pense que si on uniformise toutes les constitutions et dire que tout doit être limité à deux mandats, il y aura des problèmes ici ou là. Puisque nous n'avons pas les mêmes histoires, ni les mêmes situations. Je pense aussi que si on supprime cette limitation, nous venons de quelques part, d'une situation où, on trouvait les règnes un peu trop longs et les présidences un peu trop longues et nous avons trouvé ce moyen de correction qui a fait ses preuves dans certains cas, mais qui n'a pas permis d'éviter des crises dans d'autres cas. Donc, c'est une

question qui est difficile et en toute humilité, je voudrais que le débat soit ouvert sans tabou et sans arrière pensée.

Ce qui est dangereux, c'est d'instrumentaliser cette question d'une manière ou d'une autre, mais le débat ne peut pas être fait par nous les politiques parce que quelque part, nous sommes des acteurs. L'Afrique regorge aujourd'hui d'intellectuels et d'universitaires et des sociétés civiles, assez dynamiques, qui peuvent mener ce débat.

JDW : Si cette société civile n'est pas réprimée puisqu'il y a des pays où on fait tout pour faire taire, la société civile !

FG : C'est vrai, mais vous conviendrez avec moi que la promotion de la liberté et l'Etat de droit sont quand même une réalité sur une majeure

partie du continent. Pas partout, c'est vrai. Nous même parfois, on fait ce procès. Mais, je crois que ça a beaucoup progressé, la liberté de presse, la liberté de manifester.

JDW : Au Togo, les médias sociaux jouent un grand rôle; vous en avez parlé tout à l'heure avec la diaspora aussi. Justement, dans certains pays d'Afrique, on ferme les réseaux sociaux, on les coupe pendant la période électorale, qu'en pensez-vous ?

FG : (Rire...) Ce que je puis dire, c'est que nos réseautages sont quand même fragiles et les périodes électorales sont des périodes d'incertitudes dans nos pays. Alors, il faut toujours pouvoir les sauvegarder. Nous, nous avons une stratégie, c'est de tout faire pour dialoguer et parvenir à un minimum de consensus. On n'y arrive pas toujours, ça fait qu'on est en retard, mais on essaie plutôt. Parce que nous avons notre histoire, mais je ne pense pas que fermer les réseaux soit efficace, parce que nous sommes quand même une société de tradition orale donc, vous avez beau fermer les réseaux, les rumeurs peuvent circuler et aller aussi très vite.

Et ça ne change pas le mécontentement du peuple! S'il y a mécontentement, ça ne change pas, mais quand il y a des gens de mauvaise foi, ça peut aussi leur rendre la tâche difficile.

JDW : Merci Beaucoup Monsieur le Président!

Transcrit par Armand

Promotion du développement économique au Togo :

LA FOIRE "MADE IN TOGO" OFFICIELLEMENT LANCÉE À LOMÉ

" L'agro-industrie, gage du développement économique ", c'est le thème retenu pour la première édition de la foire " Made In Togo " prévue du 22 Juillet au 02 Août prochain. Elle vient d'être officiellement lancée le jeudi 09 Juin dernier au centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé(CETEF), et couplée avec le lancement du Salon International des Cosmétiques et de Beauté(SICOB) et de la 13ème foire internationale de Lomé.



Kueku-Banka Johnson, Directeur du CETEF

entreprises et pour une meilleure commercialisation.

Ce rendez-vous commercial, premier du genre, permettra aux producteurs et aux commerçants togolais d'assurer la promotion et l'exportation de leurs produits et services issus de tous les secteurs d'activité.

" La méconnaissance des produits togolais, fruit de gros efforts des jeunes entrepreneurs dans notre pays. La nécessité de les faire connaître aux Togolais en général et ceux de la diaspora en particulier, soit pour les besoins d'affaires, ou pour simple curiosité et le désir de faire du CETEF un pôle d'attraction et de divertissement pendant les vacances ont poussés l'organisation à adhérer à la foire "Made In Togo" ", a laissé entendre le directeur général de la CETEF,

Suite page 6



COMMISSARIAT GENERAL

Direction de la Communication
Et des Services aux Usagers

N° 005 /2016/OTR/CG/DCSU

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Relatif à la perception de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle aux contribuables soumis au paiement d'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) communément appelé **trimestre** que la perception de cet impôt au titre du premier trimestre 2016 débutée depuis le 1^{er} avril 2016 se poursuivra jusqu'au 30 avril 2016.

En outre, il est rappelé aux conducteurs qu'ils sont redevables pour leur propre compte de la Taxe Complémentaire sur Salaire (TCS).

Les contrôles débuteront le **02 mai 2016** et s'étendront jusqu'au **30 juin 2016** sur toute l'étendue du territoire national.

Les retardataires s'exposent à la rigueur de la loi.

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes compte sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le **11 1 AVR 2016**

Le Commissaire Général



Henry Kanyesiime GAPERI

41, rue des impôts 02 B.P.: 20823 Lomé - TOGO
Tél.: +228 22 53 14 00
e-mail : otr@otr.tg

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg

Volet social du Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres :

La Banque Mondiale vient au secours des enfants démunis du CAST à Kpalimé

Le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT), est une réponse aux différents aléas climatiques auxquels le Togo est confronté tels que, la dégradation des terres et les inondations. Ce projet qui a connu l'adhésion des communautés, possède un volet social et vise l'amélioration des conditions de vie des populations. A cet effet, des activités sont menées sur le terrain. La dernière en date est le lancement officiel du sous projet d'amélioration de la capacité d'accueil, de prise en charge des enfants en difficulté du Centre d'Action Sociale au Togo (CAST), qui a eu lieu à Yokélé, localité située à quelques kilomètres de la ville de Kpalimé.



Vue partielle de l'assistance lors de la cérémonie

Etaient présents à cet événement, le Secrétaire Général du ministère de l'environnement et des ressources forestières, la représentante résidente de la Banque Mondiale, le Coordonnateur du PGICT, le spécialiste en gestion des risques et catastrophes à la Banque Mondiale, le préfet de Kloto, la Présidente du CAST, le Directeur Exécutif de l'ONG " les amis de la Terre ".

Ce sous projet, porté par l'ONG " les amis de la Terre " vient améliorer la capacité d'accueil et de prise en charge des enfants en difficulté, et promouvoir une gestion écologique des champs et jardins du CAST. Il va accroître l'exploitation agro-écologique à travers la culture des produits de maraîchage, de légumineuses, ainsi que leur transformation et leur mise sur le

marché.

Au cours de la cérémonie de lancement, le chef canton de Yokélé a rendu hommage à la

fondatrice de ce Centre qui s'est donné pour charge de recueillir des orphelins et enfants vulnérables jusqu'à leur autonomie. L'on



Vue partielle du Centre d'Action Sociale au Togo (CST) à Kpalimé



Mme Joëlle Businger, représentante résidente de la Banque Mondiale au Togo

se rend compte que c'est depuis plus de vingt années d'existence que le centre s'est lancé le défi de prise en charge de ces jeunes. Ils sont aujourd'hui quatre cent quatorze (414) enfants à être dans la nécessité.

Le Directeur exécutif de l'ONG " les Amis de la Terre ", a permis de comprendre que le projet a été porté par ladite structure et a obtenu un financement de la Banque Mondiale à travers le PGICT. Les conditions de vie des enfants de ce centre s'amélioreront, ainsi que celles des autres placés dans les

bonnes pratiques agro-écologiques. " (...) Ce présent projet est un coup de pouce pour notre autonomie financière, quand quelqu'un a faim, vaudrait mieux lui apprendre à pêcher que de lui donner du poisson disait un proverbe africain (...) " a laissé entendre Yévu Mana, présidente du CAST, dans son propos au cours de la cérémonie, avant d'adresser ses remerciements les plus sincères à la Banque Mondiale à travers sa représentante, Mme Joëlle Businger.

M. Sama Boundjouw Secrétaire Générale du Ministère de l'environnement et des ressources forestières avant de lancer officiellement ce sous projet, dont les bénéficiaires sont les enfants en difficultés, a encourager les initiateurs de cette activité et à émis le souhait que les ressources soient utilisées à bon escient, et s'est prononcé en ces termes : " (...) Me tournant encore une fois vers les bénéficiaires, je voudrais leur souhaiter du courage et en même temps les appeler à une utilisation judicieuse des ressources allouées pour le bien des enfants qu'ils ont en charge, afin que l'objectif fixé à travers ce projet soit atteint (...).

Créé en 1995, le CAST est une association à but non lucratif qui œuvre pour la protection et la prise en charge des enfants en difficulté au Togo. Il est basé dans le canton de Yokélé à trois (3) kilomètres de Kpalimé. Ses recettes proviennent des dons et subventions.

Moudjib Falana

Promotion du développement économique au Togo :

LA FOIRE "MADE IN TOGO" OFFICIELLEMENT LANCÉE À LOMÉ

Suite de la page 5

Johnson Kueku-Banka.

Il a également ajouté que " quant au salon International des cosmétiques et de beauté, l'idée est venue du fait que ses produits pourront apporter une certaine avantage au plan sanitaire pour nos population et des intérêts économiques du fait de la probable utilisation des matières premières locales pour leur fabrication ".

Ces deux événements, notamment la foire "Made In Togo" qui aura lieu du 22 Juillet au 02 Août, et le Salon International des cosmétiques et de beauté (SICOB), du 15 au 19 Septembre, offriront une nouvelle visibilité pour le Togo dans l'arène

internationale tout en valorisant les produits " Made In Togo " pour une grande compétitivité et permettront aux producteurs et artisans de mettre en valeur leurs produits.

Il est à noter que la Foire Internationale de Lomé qui se tiendra du 18 Novembre au 05 Décembre est à sa 13ème édition. Plus de 25 pays sont attendus à cette cérémonie avec comme pays invité d'honneur l'Egypte.

Pour sa part, l'ambassadeur d'Egypte au Togo s'est réjoui du choix porté sur son pays pour être le pays d'honneur de la Foire Internationale de Lomé en Novembre prochain. Pour lui, l'Egypte compte faire de cet événement un succès

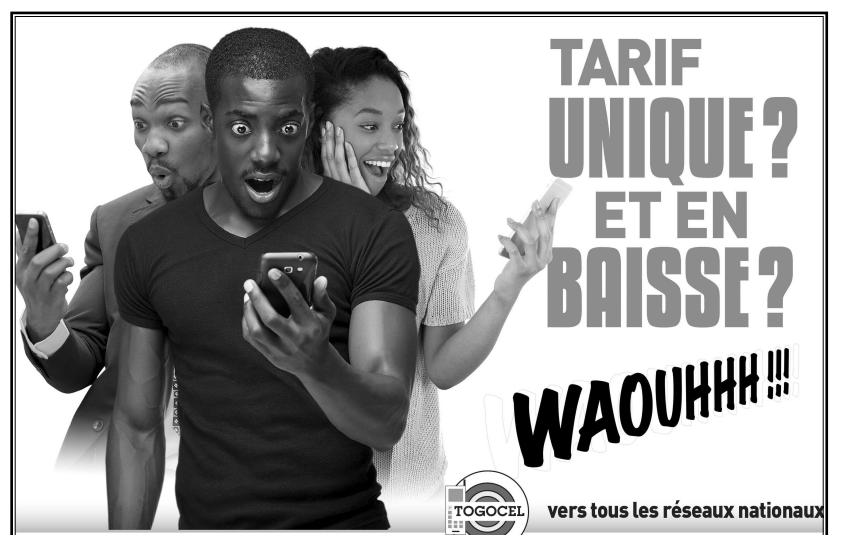
sans précédent par le nombre des exposants et la qualité des produits à présenter aux Togolais et au public africain.

" L'Egypte espère faire de ce grand événement un formidable carrefour du donné et du recevoir pour booster le volume des échanges commerciaux entre l'Egypte et le Togo dans un proche avenir ", a-t-il ajouté.

Rappelons que la Foire Internationale de Lomé est reconnue aujourd'hui comme l'une des grandes foires dans l'arène de l'Afrique, grâce à l'évolution régulière des statistiques et à la participation des invités venus de divers horizons.

Kahf Djobo

familles d'accueil. Ce sous projet va favoriser l'existence d'autres activités génératrices de revenus, notamment l'élevage de volaille, la pisciculture l'apiculture la myciculture et des formations sur les innovations techniques, les



Activités du PGICT dans le village d'Adzrakpo dans l'Agou : Les communautés décidées à participer au projet de désenclavement du village

Le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) a financé un projet de désenclavement et d'adduction d'eau dans la préfecture d'Agou plus précisément dans le village d'Adzrakpo, autrefois difficile d'accès. Une descente sur le terrain a permis d'observer des avancées significatives dans la réalisation des travaux, dans une approche participative des communautés. Ainsi, l'on constate sur les lieux, des habitants du village et des localités environnantes s'impliquer dans la construction d'un pont servant désormais de jonction entre les agglomérations, sans oublier le sous projet d'adduction d'eau potable.

Le convoi de véhicules dans lequel l'on peut retrouver le Secrétaire Général du ministère de l'environnement et des ressources forestières, M. Sama Boundjou, le coordonnateur du PGICT, Amidou Morou, la représentante résidente de la Banque Mondiale, Mme Joëlle Businger, le spécialiste en gestion de risques et catastrophes à la Banque Mondiale, M. Hounkpè Koffi, n'a pas eu du mal à joindre le village.

Une piste rurale a été aménagée, et en cette période de pluie, elle joue un rôle important dans l'accès au village et à ses localités environnantes. Un ancien pont a été reconstruit

pour desservir les agglomérations. Il est l'œuvre du financement du PGICT, à travers les travaux de l'Agence d'Appui aux Initiatives à la Base (AGAIB-plateaux).

L'on constate sur les lieux des manœuvres qui, sont avant tout des habitants de la localité et issus de différentes couches socioprofessionnelles, participer aux travaux de finition de la piste.

"Il y a douze villages qui sont desservis à travers ce projet. En saison des pluies, les enfants de ce village pour aller au collège, étaient obligés de faire un contournement de douze kilomètres. Les ponts avaient été

emportés par l'eau du barrage".

A laissé entendre le responsable d'AGAIB interrogé sur les lieux, avant de poursuivre en disant qu'à la fin de la saison, un site de deux hectares sera aménagé pour le maraîchage, qui sera une activité génératrice de revenus pour les populations. Il a mentionné également le sous projet d'adduction d'eau potable pour cette localité en manque d'eau potable.

Pour ceux qui ont eu l'occasion de se rendre une fois dans la préfecture d'Agou précisément dans le village d'Adzrakpo, lorsqu'on revient l'on est toute suite surpris, d'autant plus que l'accès au village est très facile et



Un pont rénové à Adzrakpo grâce au PGICT

favorable à cause de la construction d'une piste rurale en phase de finition et à la reconstruction du pont. Aussi a-t-il été réalisé des activités de reboisement dans le canton d'Adzrakpa. Huit villages ont fait des

reboisements sur une surface de huit hectares pour les uns et cinq pour d'autres. Dans le village d'Adzrakpo deux sites de cinq hectares ont été reboisés.

Moudjib Falana

Gestion durable des terres et des catastrophes au Togo : LES JOURNALISTES IMPLIQUÉS POUR LA VULGARISATION DES EFFORTS À TRAVERS LE PGICT ET LE PRCNDGE

Acteurs incontournables de la chaîne des efforts pour une prise de conscience écologique des populations face aux effets néfastes des changements climatiques, des journalistes de la télévision et de la presse écrite, ont été formés sur les grands enjeux environnementaux, afin de les amener à jouer pleinement leur rôle d'éveilleur de conscience aux côtés des efforts du gouvernement Togolais à travers entre autres le Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT), et le Projet de Renforcement de Capacité National et Décentralisé de Gestion de l'Environnement (PRCNDGE).



Vue partielle des journalistes lors de la formation

nautaires sur le terrain, et nous savons que les activités communautaires sont des actions locales à impact global. Conçu comme tel, ce sont des actions autour desquelles il doit avoir une grande visibilité qui sert d'émulation et d'encouragement pour le reste des communautés. Voilà pourquoi il est indispensable que nous joignons les médias à nos activités".

Que de belles connaissances transmises aux journalistes

Les journalistes présents à cette séance de formation, ont en effet été mis en contact dans un premier temps avec tous les aspects du PGICT et du PRCNDGE, afin d'en maîtriser les contours et de pouvoir communiquer positivement autour de ces actions.

Il a ainsi été rappelé que le PGICT vise à renforcer la capacité institutionnelle des institutions ciblées pour gérer les risques d'inondation et de dégradation des terres dans les zones rurales et urbaines ciblées, ainsi que d'étendre la gestion durable des terres (GDT) dans les paysages ciblés et dans les zones climatiquement vulnérables du Togo. Le PRCNDGE quant à lui, est plus orienter vers le renforcement des capacités des communautés, afin qu'elles prennent conscience des dangers de la mauvaise gestion de l'environnement et décide de mettre en place des stratégies pour être à l'abri du danger.

Pour permettre par ailleurs aux journalistes d'être imprégnés des

efforts faits au niveau mondial pour la réduction des effets des changements climatiques, ces professionnels des médias ont été entretenus sur la problématique des changements climatiques post COP-21.

Bien que se considérant comme professionnel, les hommes de médias présents à Aného ont fait profil bas, afin de plier aux présentations sur les principes fondamentaux de l'écriture journalistique, avant de l'appliquer aux questions de gestion efficace et efficace de l'environnement.

Une descente sur le terrain plus qu'édifiante

Appelés à comprendre en profondeur les actions du PGICT et du PRCNDGE, les journalistes ont effectué dans le cadre de cette formation une descente sur les terrains de réalisation de certains sous projets du PGICT, afin de constater de visu l'engagement communautaire des populations dans la réalisation de ces projets.

Le site de construction d'un bassin de rétention d'eau assorti de caniveaux à Dowokui-Kopé, zone inondable de la préfecture du bas-mono ; le site d'expérimentation de la jachère améliorée et de la fertilisation du sol à base de compost à Akoumapé ; et le site de culture de mangrove pour la restauration de l'écosystème marin à Zébé ; ont été visités à cet effet.

A Dowokui-Kopé, comme sur les autres sites visités, les populations ont

vite fait de comprendre la nécessité de contribuer au développement de leur communauté à travers leur engagement à soutenir les sous projets qui s'y réalisent. Cet engagement est d'autant plus important, quand les populations vivent elles-mêmes les effets néfastes et dévastatrices des aléas climatiques sur leur santé et leurs productions agricoles.

"Nous venons tous d'horizons divers. Moi, je suis cultivatrice et j'avoue que les jobs que nous faisons avant sont financièrement parlant plus avantageux, mais nous estimons que ce projet est très important, et il va dans l'avantage de tout le monde. C'est pour cela que nous avons laissé nos activités et décider de nous sacrifier pour mener à terme ce projet malgré tout", a expliqué Adjonou Houinsoussi, travailleuse sur le site de Dowokui-Kopé.

Cet avis est partagé par Messan Amélé, cultivatrice sur le site

de l'utiliser. Nous disons même partout autour de nous les bienfaits de cette méthode pour que tout le monde utilise", s'est réjouie Messan Amélé.

Ces avis favorables des communautés qui bénéficient des sous projets du PGICT, démontrent à suffisance que l'approche participative et communautaire voulue par les responsables dudit projet porte des fruits.

De la nécessité d'accroître la sensibilisation pour la prévention et la gestion des risques de catastrophes ainsi que de la gestion durable des terres

S'il est vrai que la terre ne trompe pas, il est tout aussi vrai que la terre n'est fidèle que lorsqu'on en fait une bonne utilisation et qu'on lui donne l'entretien qu'elle mérite. Cependant, peu sont-ils à prendre conscience des conséquences néfastes d'une mauvaise gestion de la terre sur les changements climatiques, et sur les catastrophes naturelles.

Il importe dès lors au vu de cet



Des femmes de la communauté de Dowokui-Kopé

d'Akoumapé, et dame Akossiawa du site de Zébé, pour qui les avantages des sous projets développés dans leur localité ne sont plus à démontrer.

"Avant quand on utilisait les engrais chimique, nos produits pourrissaient vite. Mais maintenant avec la bouse de vache, nos produits durent plus longtemps. Et nous sommes contents

aspect, d'amener par tous les moyens toutes les populations à une meilleure utilisation de la terre, à l'observation des techniques et mesures de préventions de catastrophes, afin que les efforts faits par les gouvernements puissent porter des fruits pour un meilleur avenir de notre planète.

G/N

Dans la poursuite de ses explications, ce dernier a soutenu que "nous faisons beaucoup d'activités commu-



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

"Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes